

Politique européenne et internationale

(Paris, 09 février 2018)

Perspective d'adhésion à l'UE en 2025 pour les pays des Balkans occidentaux

La stratégie de la commission européenne sur les perspectives d'adhésion des pays des Balkans occidentaux vise moins à concrétiser un éventuel élargissement - chiffon rouge pour la plupart des Etats membres après l'adhésion "prématurée" de la Bulgarie et de la Roumanie, juge la presse - qu'à contrecarrer l'influence croissante de la Russie, de la Chine et de l'Arabie saoudite mais aussi de la Turquie dans la région, observe le Handelsblatt. Dans ce contexte, ce sont surtout les pays riverains, Bulgarie et Autriche, qui pressent Bruxelles d'offrir des perspectives d'adhésion crédibles au moins au Monténégro et à la Serbie pour lesquels un élargissement à l'échéance de 2025 pourrait être évoqué, poursuit le journal de source proche de la commission. Le porte-parole du gouvernement fédéral a précisé à ce propos que tout élargissement était conditionné à la mise en oeuvre de réformes exhaustives et qu'il n'y avait aucun automatisme à quelque échéance que ce soit, note encore le Handelsblatt. La commission européenne ne cache pas non plus ses réserves en qualifiant elle-même cette échéance d'"extrêmement ambitieuse", relève la Süddeutsche Zeitung.

Dans les commentaires de la presse, le scepticisme domine. Pour la FAZ, on ne peut certes nier que les élargissements passés en Europe de l'Est aient contribué à moderniser et stabiliser les pays concernés, au prix d'une plus grande hétérogénéité de l'UE. Toutefois, espérer que la Serbie et le Monténégro soient en mesure de rejoindre l'UE en 2025 est une "prévision très osée", juge le quotidien. La Süddeutsche Zeitung voit également la nécessité d'un ancrage à moyen terme des Balkans occidentaux à l'UE, mais souligne que l'échéance de 2025 "doit être juste une incitation et non une promesse". Pour le Tagesspiegel, Bruxelles doit tenir compte des fortes réserves en Allemagne et dans de nombreux Etats membres à l'égard d'un nouvel élargissement à l'Est, car "le Brexit a montré où peut mener le mécontentement des citoyens européens". Le Handelsblatt estime enfin que l'UE doit tirer les enseignements des conséquences négatives de l'adhésion de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Croatie et "privilégier la qualité à la rapidité" d'un futur élargissement aux Balkans occidentaux. Die Welt reconnaît que l'UE ne pouvait faire autrement que de réactiver le processus d'adhésion des pays des Balkans occidentaux après la promesse faite à ces Etats en 2003, mais agite le chiffon rouge d'un élargissement intervenant pour des raisons stratégiques alors que les pays concernés ne rempliraient pas les critères d'adhésion. Pour le quotidien, la Commission a commis une erreur en avançant la date de 2025 pour l'adhésion de la Serbie et du Monténégro malgré les précautions prises pour relativiser cette échéance. "Que se passera-t-il si ce calendrier n'est pas tenu ? Des troubles violents pourraient éclater dans ces pays et s'étendre au reste de la région, ce serait une aubaine pour Vladimir Poutine", met en garde Die Welt.

Rejet par le parlement européen de la proposition de listes transnationales aux élections européennes de 2019

La Frankfurter Allgemeine Zeitung rend compte du débat au terme duquel une large majorité de députés européens a voté contre la création de "listes transnationales" pour les prochaines élections européennes, notant que cette proposition était particulièrement défendue par le président de la République. "Le parlement européen a confirmé le modèle des candidats tête de liste", résume la FAZ en soulignant que les partisans des listes transnationales ont "l'espoir de voir se créer une opinion publique européenne". "C'était le rêve d'Emmanuel Macron", note la Süddeutsche Zeitung qui regrette que les députés européens "aient manqué une occasion de donner plus d'importance et d'audience au parlement et à la politique européenne". La tageszeitung déplore que les élections européennes ne le soient pas véritablement. Pour le journal, "le système des candidats tête de liste des groupes parlementaires n'y a rien changé". Après le rejet des listes transnationales, il est à craindre que les chefs d'Etat et de gouvernement obtiennent la suppression des candidats tête de liste, observe le quotidien pour qui "l'UE risque en 2019 de régresser plutôt que de progresser en matière de démocratie"./.